

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Département du Val d'Oise
Arrondissement de SARCELLES
Canton de MONTMORENCY
Commune de MONTMORENCY

CDV/VEM

**ARRÊTÉ DU MAIRE N°305.2026
PORTANT RÉGLEMENTATION PROVISOIRE
DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**

PLACE ROGER LEVANNEUR

Le Maire de la Ville de MONTMORENCY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 et suivants,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la demande par l'entreprise DA-STPE située 20 avenue du Fief- Parc d'activité des Bethumes – 95310 SAINT-OUEN-L'AUMÔNE,

CONSIDÉRANT que les travaux de pose de pavés, de création d'espaces paysagers et d'installation d'un système d'arrosage automatique pour le compte de la Ville ne permettent pas d'assurer la circulation et le stationnement des véhicules dans des conditions normales de sécurité, et qu'il convient, en conséquence, de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité publique,

A R R Ê T E

Du lundi 27 juillet 2026 au vendredi 31 août 2026 inclus

PLACE ROGER LEVANNEUR

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur toute l'emprise de chantier délimitée par un balisage réglementaire.

La signalisation nécessaire à cette réglementation sera mise en place par l'entreprise.

En cas d'incidence des travaux sur la collecte des ordures ménagères, l'entreprise pourrait être amenée à organiser par ses propres moyens des points de regroupements.

Le cas échéant, les enrobés définitifs ou autres revêtements de finition, devront être réalisés durant la période du présent arrêté.

Article 2 :

L'intervention sera réalisée sous le régime d'une rue barrée, en fonction de l'avancement des travaux, sur les voies permettant de rejoindre la place Roger Levanneur. La circulation sera rétablie dès que les conditions de sécurité le permettront.

La circulation entre la place Roger Levanneur et la rue de la Poterne sera mise à double sens.

Article 3 :

Des places de stationnement seront temporairement neutralisées au droit du chantier afin de permettre le stationnement des véhicules de l'entreprise DA-STPE, sise 20 avenue du Fief, Parc d'activités des Béthunes - 95310 SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, chargée de l'exécution des travaux.

Article 4 :

Les accès riverains seront maintenus pendant toute la durée du chantier.

Un cheminement piéton sera sécurisé et entretenu par l'entreprise.

La vitesse sera limitée et affichée à 30 km/h.

Article 5 :

Les services de Police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires et complémentaires au présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et le bon déroulement de celui-ci, notamment, en ce qui concerne les véhicules en stationnement en infraction, aux jours et lieux indiqués par ce dernier et qui pourront être enlevés aux risques et frais imputés à leurs propriétaires (article R 417-10 du Code de la Route qui prévoit et réprime le stationnement gênant).

Article 6 :

La signalisation nécessaire à cette réglementation sera fournie, posée et entretenue par l'entreprise DA-STPE située 20 avenue du Fief-parc d'activité des Bethumes – 95310 SAINT-OUEN - L'AUMÔNE pour le compte de la Ville.

Article 7 :

M. le Commissaire de Police,

M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,

M. le Chef du Centre de Secours de Saint-Brice-sous-Forêt et Montmorency,

M. le Chef de Service de la Police Municipale,

M. le Directeur Général des Services,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la Ville, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;

Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Montmorency, le 20 JUIL. 2026



Maxime THORY

Maire de Montmorency

Président de la Communauté d'Agglomération

Plaine Vallée – Forêt de Montmorency